



Série IICA-COLEACP sur les entreprises agroalimentaires des Caraïbes

Session n°4 :

**Garantir la qualité et la sécurité alimentaire dans les Caraïbes :
le rôle clé des PME**

9 décembre 2021 - 10:00-12:00 EST
en ligne ([lien d'inscription](#))

1. Contexte

Le secteur agroalimentaire est très important en termes d'emploi et de sécurité alimentaire et nutritionnelle pour la région des Caraïbes. Dans le contexte actuel de la COVID-19, garantir des niveaux élevés de qualité et de sécurité alimentaire reste essentiel pour l'exportation mais aussi pour les marchés locaux et régionaux. Les marchés formels à forte valeur ajoutée et les consommateurs, qui accordent une grande importance à la santé et aux conséquences des maladies d'origine alimentaire, exigent des mesures sanitaires et phytosanitaires (SPS) élevées et des normes strictes.

Les mesures SPS protègent la vie et la santé des personnes, des animaux et des plantes. Elles soutiennent la sécurité alimentaire nationale et régionale, ainsi que la sécurité nutritionnelle et le commerce agroalimentaire.

Plusieurs facteurs contribuent aux potentiels dangers alimentaires. Ils comprennent des pratiques agricoles inadéquates, l'hygiène insuffisante du personnel et l'absence de contrôles préventifs aux différents points clés de la chaîne alimentaire, ainsi que l'utilisation abusive de produits chimiques, les approvisionnements en eau contaminés ou les matières premières et les déchets contaminés.

Les résidus toxiques présents dans les produits agricoles, ainsi que la contamination qui peut se produire lors des processus de récolte, de conditionnement et de stockage, représentent un danger réel et potentiel pour la santé des consommateurs.

Tous les acteurs de la chaîne alimentaire ont une responsabilité dans la fourniture et la promotion d'aliments sûrs et de qualité : agriculteurs, manipulateurs et distributeurs agroalimentaires, producteurs, opérateurs de services alimentaires, consommateurs, régulateurs, scientifiques, éducateurs. Les résultats en matière de sécurité alimentaire peuvent être fortement influencés par les politiques, les investissements et autres interventions. Des marchés fructueux peuvent inciter les agriculteurs et les exploitants du secteur alimentaire à fournir des produits répondant aux caractéristiques de sécurité exigées par les consommateurs et à investir dans les capacités de gestion des risques.



Le respect des réglementations et des normes de sécurité alimentaire liées au commerce a été un catalyseur pour l'amélioration significative des capacités de gestion de la sécurité alimentaire dans de nombreux pays. Ainsi, les efforts déployés pour respecter certaines des réglementations et normes les plus strictes dans les pays à revenu élevé ont entraîné de nombreuses mises à niveau des lois, des systèmes de contrôle et des systèmes de gouvernance de la chaîne de valeur privée en matière de sécurité sanitaire des aliments.

Toutefois, les coûts de mise en conformité avec les réglementations et les normes de sécurité alimentaire peuvent constituer une charge pour les petites entreprises. Les économies d'échelle dans la gestion de la sécurité alimentaire résultent d'investissements initiaux fixes élevés dans des installations modernisées et lorsque de nouvelles procédures et de nouveaux systèmes de coordination et de gouvernance de la chaîne de valeur sont établis.¹

Une législation fragmentée, des juridictions multiples, une application inadéquate, des ressources humaines limitées et un sous-financement chronique sont autant de défis à l'efficacité des systèmes SPS dans la région des Caraïbes. La santé et la sécurité sont primordiales en cette nouvelle époque post-COVID-19.²

2. Le rôle clé des MPME dans l'approvisionnement de denrées alimentaires sûres

Les MPME (micro, petites et moyennes entreprises) jouent un rôle clé dans l'amélioration de la qualité et de la disponibilité des aliments locaux, et dans la garantie de normes de sécurité et de qualité élevées. Les MPME et les entreprises doivent veiller à ce que de tels protocoles soient également appliqués par leurs fournisseurs, prestataires de services et partenaires, afin d'instaurer la confiance tout au long de la chaîne de valeur. Les systèmes de traçabilité gagnent également en importance auprès des consommateurs, qui se tournent davantage vers des choix de consommation sains.

Les MPME peuvent améliorer leurs revenus en adoptant des systèmes de sécurité alimentaire adaptés et en favorisant l'acceptation de leurs produits par les consommateurs. Elles peuvent améliorer l'accès au marché et la participation des petites entreprises agroalimentaires grâce à un élément clé pour les entreprises alimentaires, l'élaboration et la mise en œuvre d'un plan d'analyse des risques et de maîtrise des points critiques (Hazard Analysis Critical Control Point, HACCP).

Les petites entreprises agroalimentaires doivent connaître et appliquer les principes de la sécurité alimentaire, l'identification des types de risques et leurs effets sur les aliments, ainsi que les méthodes de contrôle appropriées pour les risques alimentaires courants.

- Le soutien nécessaire à apporter aux MPME et aux entreprises pour assurer un approvisionnement de denrées alimentaires saines et sûres

L'accès au soutien financier, en particulier pour la certification HACCP et les bonnes pratiques de fabrication, est essentiel pour que les MPME puissent se conformer aux exigences du marché en matière d'aliments sains et sûrs. Les MPME de la région rencontrent des obstacles pour accéder au financement en raison de l'inadéquation des produits financiers disponibles, ainsi que de la faiblesse des compétences managériales et financières au niveau de l'entreprise.

L'accès aux services techniques, y compris les informations sur l'étiquetage, et le soutien aux tests de laboratoire pour des questions telles que les profils nutritionnels sont également importants, en particulier avec l'augmentation de la demande des consommateurs pour des aliments contenant moins de sel, de sucre et de graisses malsaines.

Le manque de compétences sur le marché du travail local est l'un des obstacles les plus souvent cités à l'adoption de technologies appropriées. Il est nécessaire d'aider à améliorer les compétences

¹ Steven Jaffee, Spencer Henson, Laurian Unnevehr, Delia Grace et Emilie Cassou. Banque mondiale. [L'impératif de sécurité alimentaire : Accélérer les progrès dans les pays à revenu faible et intermédiaire](#) (2019).

² L'âge de la législation relative à la santé agricole et à la sécurité alimentaire (AHFS) dans la région varie entre 3 et 35 ans, et seuls quelque 46% des pays disposent de projets de loi et de règlements qui ont été mis à jour au cours des 10 dernières années. En ce qui concerne les contraintes liées à l'état du cadre législatif, environ 80 % des pays ont indiqué qu'ils rencontraient des contraintes liées à la mise en œuvre des contrôles SPS et/ou au commerce des produits agroalimentaires. Source : IICA.

numériques pour mieux répondre aux nouveaux besoins des secteurs de l'hôtellerie et de l'agriculture, de soutenir le commerce électronique et d'établir une relation plus directe avec le client (c'est-à-dire la communication par les médias sociaux). Une sensibilisation au potentiel de ces technologies est nécessaire et un soutien spécifique est requis pour les MPME qui rencontrent des difficultés techniques, managériales et financières.

Le **renforcement des capacités** et les programmes de formation ciblant les MPME et les entrepreneurs locaux devraient être étendus pour accéder à de nouveaux marchés et à de nouvelles certifications, à des innovations dans le développement de produits et à des modèles de tarification.

La **mise à niveau des installations/équipements** pour répondre aux normes de santé et de sécurité, ainsi que les normes de distanciation sociale sont nécessaires et impliquent des coûts pour les entrepreneurs.

Les aliments non sûrs compromettent la sécurité alimentaire et nutritionnelle, le développement humain, l'économie alimentaire au sens large et le commerce local et international. Plus que jamais, il est nécessaire de produire des aliments sûrs pour accéder aux marchés locaux, régionaux et internationaux et offrir la qualité que les consommateurs attendent. Il est essentiel que les MPME travaillent en étroite collaboration avec le secteur public et d'autres partenaires afin d'appliquer des normes strictes en matière de santé et de sécurité dans toutes les industries et de planifier les coûts qui y sont associés.

Pour rester compétitif sur le marché mondial, il est essentiel d'améliorer les partenariats public-privé régionaux dans le domaine SPS afin de réduire les délais et les coûts des échanges. Les pays des Caraïbes doivent devenir plus agiles s'ils veulent répondre rapidement et efficacement aux nouvelles exigences SPS internationales et devenir les champions de la reprise économique post-pandémie.

Une étude menée par l'IICA dans le cadre du **projet sur les mesures SPS du 10^{ème} Fond Européen de Développement (FED)** a évalué le coût-bénéfice de la conformité et de la non-conformité des mesures SPS par les pays du CARIFORUM. Elle a indiqué que les investissements réalisés pour améliorer les conditions SPS apportent des avantages positifs évidents. On estime que les avantages commerciaux sont trois fois supérieurs aux investissements réalisés. **Globalement, pour 1 USD dépensé, on obtient 3,14 USD d'avantages économiques.** Si elles sont maintenues sur une période de 10 ans, on estime qu'une dépense annuelle d'environ 100 millions USD/an génère une valeur ajoutée supplémentaire de 314 millions USD par an grâce à l'amélioration des conditions commerciales.

3. La voie à suivre

Il est essentiel de formuler, d'améliorer et d'appliquer des politiques fondées sur la santé agricole et la sécurité alimentaire (Agricultural Health and Food Safety, AHFS). L'harmonisation des normes pour accroître le commerce régional et une mise en œuvre accrue des normes sont d'une importance capitale.

Un système SPS efficace et efficient dépend de la présence d'un personnel technique bien formé, soutenu par une forte capacité infrastructurelle. Sept domaines ont été identifiés par l'IICA dans le cadre du projet inscrit dans le 11^{ème} FED sur les mesures SPS comme étant essentiels à la mise en œuvre d'un régime SPS efficace. Il s'agit de : (i) la surveillance et le suivi; (ii) la capacité de diagnostic et d'essai; (iii) l'analyse des risques; (iv) la préparation et la capacité d'intervention en cas d'urgence; (v) l'inspection et la certification; (vi) la quarantaine; et (vii) la sensibilisation/éducation du public.

Dans son programme Fit For Market SPS, le COLEACP³ soutient :

- L'amélioration des capacités d'exportation des petits exploitants, des organisations d'agriculteurs et des MPME horticoles en se conformant aux mesures SPS et aux autres exigences du marché (y compris les normes environnementales, sociales et éthiques);

³ Depuis sa création, le COLEACP est en charge de projets de développement dans le secteur agricole et alimentaire de l'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique (ACP), financés par des donateurs internationaux (principalement l'Union européenne). L'objectif global des programmes UE-ACP actuels est de réduire la pauvreté, d'améliorer la sécurité et la sûreté alimentaires, et d'assurer une croissance durable et inclusive en renforçant le secteur agroalimentaire des ACP. L'objectif spécifique est de permettre aux petits exploitants, aux groupes et organisations d'agriculteurs et aux MPME d'accéder aux marchés nationaux, régionaux et internationaux en se conformant aux questions SPS et aux exigences du marché, dans un cadre durable.

<https://www.coleACP.org/wp-content/uploads/2020/10/PRESENTATION-DU-COLEACP-3-PAGES.pdf>

- Le renforcement des compétences et les outils commerciaux pour les MPME horticoles, les petits exploitants et les organisations d'agriculteurs ;
- La consolidation des liens entre les petits exploitants, les organisations d'agriculteurs et les MPME horticoles;
- Le renforcement des capacités des autorités du secteur public à soutenir le secteur horticole, en assurant la gestion et l'application des normes SPS;
- La facilitation de l'innovation technique et le courtage en recherche nécessaires pour fournir des produits sûrs et de qualité.

Les gouvernements doivent intervenir pour accroître le soutien financier, l'accès aux laboratoires et l'assistance technique, et promouvoir les partenariats public-privé et la collaboration entre groupes d'acteurs.

Partager largement les meilleures pratiques et accroître la présence en ligne sera particulièrement utile aux entreprises pour (re)gagner la confiance des consommateurs. Dans un contexte de communication en ligne accrue, il est essentiel d'être visible et transparent dans ses offres.

PROGRAMME

9 décembre 2021 - 10:00-12:00 (EST)

10:00-10:05 Introduction et modération : Ena Harvey, Représentante de l'IICA, Barbade

10:05-10:15 Remarques préliminaires

- *Jeremy Knops, Délégué Général, COLEACP*
- *Escipión J. Oliveira Gómez, Secrétaire général adjoint, Transformation économique structurelle et commerce, OEACP*

10:15-11:00 Panel : expériences d'entreprises

- *Tania Lieuw-A-Soe, Directrice Générale, SURIVIT N.V., Suriname*
- *Rita Hilton, Directrice Générale, Carita Jamaica Ltd, Jamaïque*
- *Theophilus Stoute, Fondatrice et Directrice Générale, O's Inc., Barbade*

Modération : Isolina Boto, Responsable des Réseaux et Alliances, COLEACP

11:00-11:25 Points de vue de partenaires et experts

Lors de cette session, des experts des politiques, de la recherche et de la finance partageront leur expériences.

- *Gavin M.H. Peters, Directeur Général, Agence caribéenne de santé agricole et de sécurité alimentaire (CAHFSA)*
- *Theodora Morille, Directrice Exécutive et Membre du conseil d'administration, Global Food Safety & Quality*
- *Cletus Joseph, Directeur Exécutif, National Development Foundation of Dominica (NDFD) Ltd*

11:25-11:45 Session de questions-réponses

11:45-12:00 Voie à suivre et services de soutien

- *Janet Lawrence, Spécialiste en santé agricole, sécurité alimentaire et qualité - Caraïbes / Chef de projet du 11^{ème} FED sur les mesures SPS, IICA*
- *Rachel Renie, Cofondatrice, D'Market Movers, Trinidad et Tobago*
- *Morag Webb – Responsable des affaires scientifiques et politiques, COLEACP*